Résolution du 17 février 2009 de Mmes Salika Wenger, Maria Casares, Marie-France Spielmann, Charlotte Meierhofer, Nicole Valiquer Grecuccio, MM. Pierre Rumo et Grégoire Carasso: «Recours contre la décision du Conseil d'Etat d'invalider l'initiative populaire «Pour le maintien des prestations de la Ville de Genève aux rentiers AVS/AI».

(refusée par le Conseil municipal lors de la séance du 17 février 2009)

RÉSOLUTION

Considérant:

- le dépôt de l'initiative populaire municipale IN-1 «Pour le maintien des prestations de la Ville de Genève aux rentiers AVS/AI»;
- l'analyse attentive de la validité de ladite initiative par la commission du règlement du Conseil municipal;
- le rapport de la commission du règlement qui a conclu que l'initiative était valable au sens de l'article 36 B de la loi sur l'administration des communes;
- la décision du Conseil municipal confirmant les conclusions du rapport cité et validant l'initiative lors de sa séance du mercredi 5 novembre 2008;
- la décision du Conseil d'Etat du 13 février 2009 invalidant l'initiative «Pour le maintien des prestations de la Ville de Genève aux rentiers AVS/AI» sous chiffre 2 du dispositif de cette décision;
- le délai de recours de six jours auprès du Tribunal administratif, tel que le Conseil d'Etat l'a fixé sous chiffre 3 de sa décision;
- le devoir du Conseil municipal de confirmer sa décision du 5 novembre 2008 validant l'initiative;
- la présente demande, sous forme de résolution, adressée en conséquence au Conseil administratif en l'invitant à respecter la décision du Conseil municipal et à saisir le Tribunal administratif d'un recours concluant à l'annulation de la décision du Conseil d'Etat du 13 février 2009, le Conseil municipal ne pouvant pas saisir lui-même la juridiction de recours,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif à recourir auprès du Tribunal administratif contre la décision d'invalider l'initiative populaire municipale «Pour le maintien des prestations de la Ville de Genève aux rentiers AVS/AI» en concluant à l'annulation de la décision du Conseil d'Etat (chiffre 2) du 13 février 2009 et en défendant la décision du Conseil municipal relative à la reconnaissance de la validité de l'initiative.